



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ
LES HÔPITAUX DE SUISSE
GLI OSPEDALI SVIZZERI

Office fédéral de la santé publique
Division Prestations
Schwarzenburgstrasse 165
3003 Berne

Par e-mail à Abteilung-Leistungen@bag.admin.ch

Lieu, date
Interlocuteur

Berne, le 11 août 2015
Martin Bienlein

Numéro direct
E-mail

031 335 11 13
martin.bienlein@hplus.ch

Réponse de H+ à l'audition relative à la modification de l'ordonnance sur l'assurance-maladie, mise en œuvre de l'art. 22a (actuel) / 59a (nouveau) LAMal

Monsieur le Conseiller fédéral,
Monsieur Messerli,
Mesdames et Messieurs,

Par votre courrier du 21 mai 2015, vous nous invitez à nous exprimer dans le cadre de l'audition relative à la modification de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal). Nous vous en sommes très reconnaissants.

En tant qu'association faîtière, H+ Les Hôpitaux de Suisse représente les intérêts des hôpitaux, cliniques et institutions de soins au niveau national. Elle compte 236 membres actifs – hôpitaux, cliniques et établissements médico-sociaux établis sur 369 sites – et plus de 170 membres partenaires – associations, administrations, institutions, entreprises et particuliers.

Statu quo pour les statistiques existantes

Nous constatons premièrement que la formulation de l'art. 22a LAMal apparaîtra dès le 1^{er} janvier 2016 sous une forme identique à l'art. 59a LAMal et que, deuxièmement, aucune modification n'est nécessaire concernant la statistique des hôpitaux, la statistique médicale et celle des institutions médico-sociales. Enfin, nous notons que le projet MARS est dans sa phase d'introduction. H+ part du principe que la présente modification de l'ordonnance n'entraînera pas de collecte de nouvelles données et de nouveaux indicateurs.

Généralités

Fournisseurs de prestations sur pied d'égalité

H+ est satisfaite que l'ordonnance place l'ensemble des fournisseurs de prestations sur pied d'égalité.

Une définition plus précise possible et nécessaire

H+ se réjouit que les directives de collecte des données, de livraison et de publication, en particulier des indicateurs à relever, soient désormais transférées au niveau de l'ordonnance. En revanche, contrairement aux commentaires de l'art 30 OAMal, nous estimons que les indica-

teurs peuvent être mentionnés de manière exhaustive. C'est à cette condition seulement que sera garantie la sécurité du droit indispensable que l'on exige d'ailleurs de nous. Les indicateurs fiables concernant la qualité ne sont, par exemple, guère nombreux (art. 30 let. g) et ils ne changent pas rapidement. Ils nécessitent dans chaque cas une préparation précise (mise en œuvre, délimitations, etc.). Le travail de l'ANQ en témoigne.

Le projet définit de manière trop large les données sur les coûts et sur les données financières (art. 30 let. e et f). Pour que l'ordonnance remplisse son but, elle doit préciser quels chiffres les fournisseurs de prestations doivent relever et dans quel but.

De plus, l'ordonnance doit également citer les objectifs des différentes analyses de données, comme le fait très bien l'art. 30 let. g.

Nous souhaitons également signaler que des définitions floues pour la collecte des données aboutissent à des indicateurs et à des analyses qui ne sont pas comparables. Cela ne permet pas de confronter la qualité et les coûts des fournisseurs de prestations. De tels défauts ne pourront pas, en définitive, être reprochés aux fournisseurs de prestations.

Prise en considération des coûts

Nous attirons en outre votre attention sur le fait que la charge de travail et les coûts engendrés par les statistiques dépendent davantage de la collecte de données et du codage que du dépouillement. Ces charges incombent aux fournisseurs de prestations plutôt qu'à l'OFS. Les frais administratifs en perpétuelle hausse sont un facteur de coûts dans le système de santé et pour les primes d'assurance-maladie.

Pour l'interprétation, les fournisseurs de prestations doivent être considérés comme des partenaires

Les hôpitaux, les cliniques et les institutions de soins s'inquiètent de l'utilisation et de la publication des données. L'ordonnance doit contenir des mesures préventives contre les manipulations des données et les utilisations abusives au détriment des établissements. Les fournisseurs de prestations doivent au moins avoir la possibilité de s'exprimer sur des publications à venir et de se faire entendre par l'OFSP. En cas de divergences d'interprétation, une procédure de conciliation est à prévoir.

Article par article

Art. 30 Données

Il est possible de définir l'**objectif de la collecte de données**, ce qui apporterait des clarifications, voir lettre g.

En introduction à chaque lettre, l'ordonnance devrait indiquer l'objectif de la collecte de données.
--

- Lettre f: le Conseil fédéral doit être conscient que les données financières ne permettent pas d'examiner l'économicité. Sans connaître les règles de comptabilité internes à chaque entreprise, les données financières ne sont pas comparables. Les conclusions qui en seraient tirées seraient vraisemblablement biaisées ou erronées. En outre, les stratégies propres devraient être connues, aussi bien des organismes responsables publics que privés. A défaut, une interprétation des résultats de l'entreprise ou même de l'efficacité de ses prestations serait impossible ou faussée.

La lettre f doit être biffée.

Des définitions plus précises des données à relever sont possibles et nécessaires:

- Lettre c, chiffre 1 et 2: il n'y a pas de définition uniforme de «consultation».

Remplacer «consultation» par «acte de traitement ambulatoire».

Seulement en français, remplacer le «taux de morbidité» par «degré de morbidité».

Remplacer «la mortalité» par «modes d'entrée et de sortie»

Remplacer «besoin en soins» par «besoin en soins requis»

- Lettre e: Il n'y a pas, dans le domaine ambulatoire, de définition utilisable d'un «cas» qui permettrait de relever et de comparer les coûts par cas de manière uniforme. Le Conseil fédéral doit être conscient que des conclusions se fondant sur les données relevées ici seraient impossibles ou faussées. De plus, les produits par cas sont cités ici, alors qu'ils ne figurent pas à l'art. 22a al. 1 let. d LAMal. La base légale fait donc défaut: les produits doivent être biffés. De plus, il convient de relever l'absence de collecte uniforme de données, non pas seulement pour toutes les prestations ambulatoires, mais également pour les prestations psychiatriques stationnaires, ce qui empêche les comparaisons.

La lettre e doit être adaptée en conséquence ou biffée.

- Lettre g: H+ se réjouit certes que l'ordonnance précise le but de l'analyse. Dans quelques cas, ceux-ci peuvent être atteints grâce aux statistiques LAMal. Dans d'autres cas, ils ne le peuvent pas. L'égalité des chances peut être examinée sur la base du sexe et de l'âge en se fondant sur la statistique médicale, mais pas sur la base du revenu, en d'autres termes de la situation socio-économique des patients. Permettre de mesurer si les prestations médicales sont «efficaces», «efficientes», «fournies dans les délais» ou «sûres» ne nous paraît en revanche pas évident, voire même impossible.

La lettre g devrait, en plus des objectifs, énumérer des indicateurs de qualité qui peuvent être relevés facilement. Il convient de biffer les indicateurs peu clairs.

Il faut respecter la proportionnalité de l'investissement. Il arrive souvent qu'un indicateur soit établi comme pertinent et puisse être facilement mesuré, mais que la collecte de données, la transmission codée et anonymisée et le dépouillement dépassent le gain que son analyse peut apporter. C'est par exemple le cas de la saisie uniforme de l'ensemble des diagnostics selon la CIM-10-GM.

Biffer la lettre c, chiffre 2: (diagnostics, taux de morbidité, mortalité, besoin en soins).

Art. 30a Collecte et traitement des données

H+ est satisfaite que la collecte et le traitement des données soient fixés au niveau de l'ordonnance. L'article reflète la situation actuelle en matière de livraison des données. H+ part du principe que la manière de procéder en vigueur aujourd'hui sera maintenue.

Al. 5: La fixation de la périodicité et des délais pour les livraisons des données ne doit pas se faire seulement en accord avec l'OFSP mais également avec les fournisseurs de prestations.

Art. 30b Transmission des données

Ce que la Confédération, les cantons, les assureurs et le Surveillant des prix peuvent ou doivent faire avec les données des coûts par cas n'est pas clair. Les tarifs sont approuvés ou fixés sur la base des coûts globaux ou des centres de charges.

L'art. 30 let. e OAMal doit donc être carrément biffé du fait de l'art. 30b.

Compléter l'art. 30b let c. «aux assureurs: les données agrégées visées à l'art. 30 ...»

Cela vaut en particulier pour les assurances (art. 30b let. c OAMal), dont les contrôles des cas individuels reposant sur les art. 32, 43 et 56 LAMal ne se basent pas sur les données OFS de l'avant-dernière année, mais sur les factures actuelles des fournisseurs de prestations.

La restriction doit avoir plus de poids à la première phrase de l'al. 3 et doit être intégrée à l'al. 1 première phrase.

Art. 30c Règlement de traitement

H+ se réjouit que l'ordonnance règle le traitement des données.

Art. 31, al. 2 Publication

Comme précisé ci-dessus, certains éléments peuvent biaiser les données, par exemple une manière différente de tenir la comptabilité, une interprétation et une façon différentes de mesurer les indicateurs. Les fournisseurs de prestations ou leurs associations doivent avoir le droit d'être entendus par l'OFSP et de prendre position sur les publications. Une procédure de conciliation est à prévoir en cas de divergence d'interprétation.


Les données personnelles concernant les patients et le personnel ne sont pas publiées. L'OFSP auditionne les fournisseurs de prestations concernés et leurs associations avant la publication et leur offre la possibilité de donner leur avis.

Art. 31a Sécurité et conservation des données

H+ approuve le fait que l'ordonnance fixe les consignes de sécurité et de conservation des données.

Nous vous prions de bien vouloir prendre en considération nos demandes et nous nous tenons volontiers à votre disposition pour toute question.

Avec nos salutations les meilleures



Bernhard Wegmüller
Directeur